

Zones de santé de Fizi, Kimbi Lulenge, Minembwe et Nundu Territoire de Fizi

Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo (RDC)

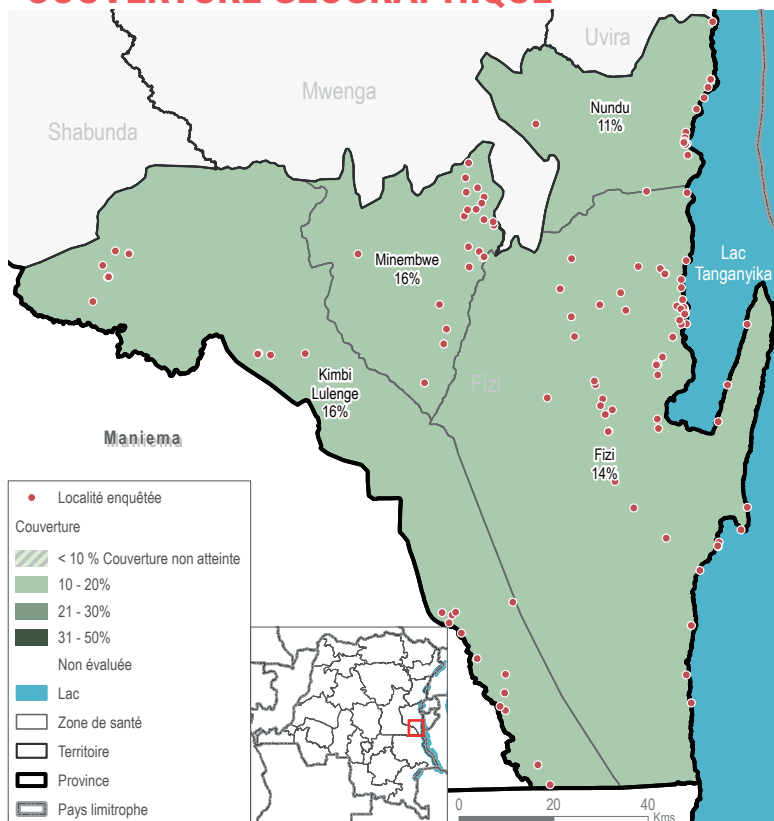
SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

Le territoire de Fizi a enregistré dans la quasi-totalité des localités évaluées un mouvement de population d'au moins 10 ménages au cours du mois précédant la collecte de données. Ces mouvements étaient principalement dus à des conflits armés et, dans une moindre mesure, à l'insécurité alimentaire. L'arrivée importante de personnes déplacées internes (PDI)¹ a impacté les ressources alimentaires disponibles dans 118 localités évaluées, rendant davantage vulnérable la situation alimentaire de la majorité de la population.

-  **96%** où la présence de PDI a été rapportée
-  **95%** où des PDI vivaient en famille d'accueil (parmi les localités où la présence de PDI était rapportée)
-  **100%** où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée
-  **98%** où la majorité des enfants avait accès à une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche
-  **29%** où la majorité de la population utilisait l'eau de surface comme source d'eau principale pour boire
-  **69%** où le premier besoin prioritaire rapporté pour la majorité de la population était la nourriture
-  **80%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données

* en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



CONTEXTE

L'est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier au manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu dans les ZS de Fizi, Kimbi Lulenge, Minembwe et Nundu du 25 septembre au 4 octobre, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur 327 enquêtes conduites auprès d'informateurs clés (IC) dans 123 localités réparties dans les 4 ZS du territoire de Fizi. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance profonde et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en page 8.

NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une **période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

¹ Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

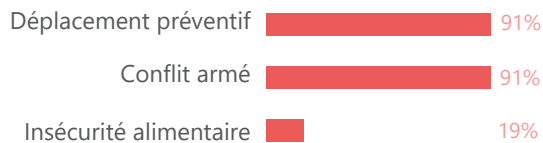
Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **76%** des localités évaluées du territoire de Fizi, la population a été affectée par un choc. Ces chocs correspondaient dans **34%** des cas à des catastrophes naturelles (la ZS de Kimbi Lulenge qui a été la plus affectée avec 10 localités sur 16 concernées) et dans **27%** des cas aux conflits armés. Il a été également rapporté dans **15%** des cas des chocs liés aux conflits communautaires. Tous ces chocs ont entraîné un départ de plus de la moitié de la population dans **37%** des localités concernées selon les IC.

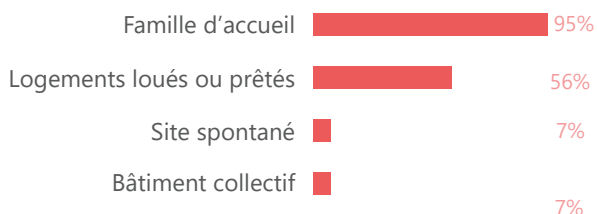
Personnes Déplacées Internes (PDI)

La présence de PDI¹ a été rapportée dans **96%** des localités évaluées mais ne représentait la majorité de la population que dans **2%** de localités concernées. Parmi les localités concernées par la présence de PDI, une meilleure situation sécuritaire et un regroupement avec d'autres membres de la famille étaient respectivement rapportés dans **83%** et **56%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. Un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine a été rapportée comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci, dans **92%** des localités concernées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées, 122 localités concernées)

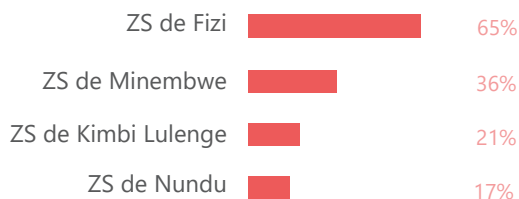


Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées : (122 localités concernées)

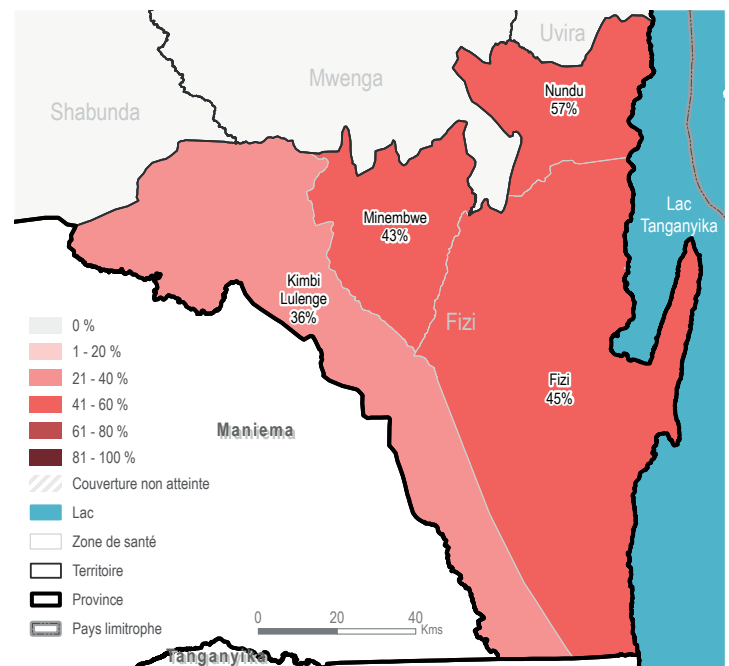


L'arrivée de PDI a eu un impact sur les ressources alimentaires disponibles, selon les IC. L'impact a été considéré comme fort dans **44%** de localités concernées. Malgré cela, la communauté hôte était prête à assister les PDI aussi longtemps que nécessaire dans **76%** des localités concernées.

ZS d'origine des PDI en % des localités évaluées, top 4 :



% de localités évaluées où l'arrivée d'au moins 10 ménages de PDI a été rapportée au cours du mois précédant la collecte des données, par ZS : (118 localités concernées)

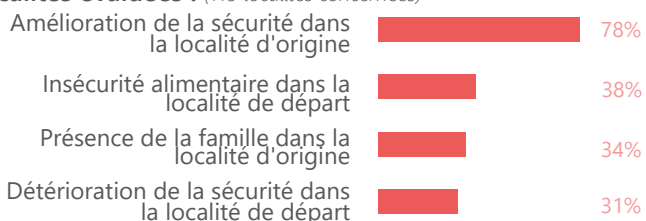


La plupart des localités évaluées du territoire de Fizi était touchée par des catastrophes naturelles et des conflits armés et communautaires, produisant notamment d'importants mouvements de population. La majorité des mouvements de ces PDI était intra-ZS (35% en moyenne). Un nombre important de PDI venaient du territoire de Mwenga précisément de la ZS de Itombwe (12%).

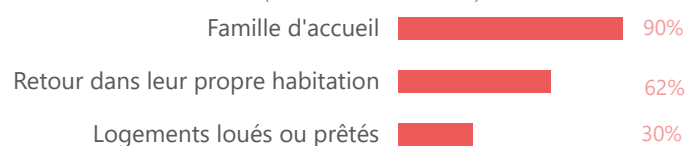
Personnes retournées

La présence de personnes retournées² a été rapportée dans **89%** des localités évaluées au cours du mois précédant la collecte de données. Parmi les 23 localités concernées, la dernière arrivée d'au moins 10 ménages des personnes retournées datait de moins de 6 mois dans **85%** de ces localités.

4 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées : (119 localités concernées)



Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées : (119 localités concernées)



¹ Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

² Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.



Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Dans **90%** des localités évaluées moins de la moitié de la population avait accès à suffisamment de nourriture, bien que l'agriculture constituait dans toutes les localités évaluées la principale source de revenu des ménages. Face à ces difficultés d'accès à la nourriture, plusieurs ménages ont adopté des stratégies dont les plus fréquemment rapportées étaient la diminution du nombre ou de la quantité de repas journaliers (**83%**) et l'emprunt de nourriture ou d'argent auprès d'un.e proche (**81%**).

Perception du niveau de la faim de la majorité de la population, en % de localités évaluées, **par ZS** :

	Fizi	Kimbi Lulenge	Minembwe	Nundu
Pas de problème de faim	0%	0%	0%	0%
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	75%	59%	91%	100%
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture.	25%	41%	9%	0%
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	0%	0%	0%	0%

Proportion rapportée des ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées :

La totalité (100%)	0%
Une large majorité (Entre 75 et 99%)	0%
Plus de la moitié (Entre 51 et 75%)	5%
Moins de la moitié (Entre 25 et 50%)	90%
Très peu (moins de 25%)	2%
Aucun (0%)	0%
NC (non consensus)	3%

Proportion rapportée de ménages ayant pratiqué l'agriculture, en % de localités évaluées :

La totalité (100%)	0%
Une large majorité (Entre 75 et 99%)	39%
Plus de la moitié (Entre 51 et 75%)	44%
Moins de la moitié (Entre 25 et 50%)	5%
Très peu (moins de 25%)	0%
Aucun (0%)	0%
NC	12%

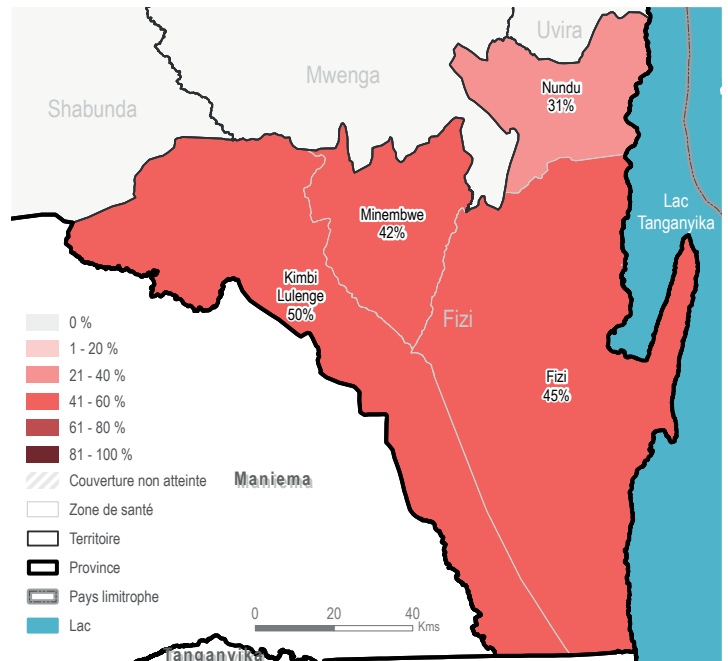
Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées¹ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Manque de semences et /ou d'outils	39%	18%	13%
Cultures endommagées et/ou détruites par les insectes	18%	10%	9%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	3%	14%	8%
Manque de main d'oeuvre	1%	7%	3%
Accès aux terres non sécurisé, criminalité et/ou conflits armés dans la zone	6%	2%	2%
NC	25%	35%	32%

¹ Une arrivée importante de personnes déplacées et/ou retournées et/ou rapatriées au cours des 3 derniers mois.

² La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

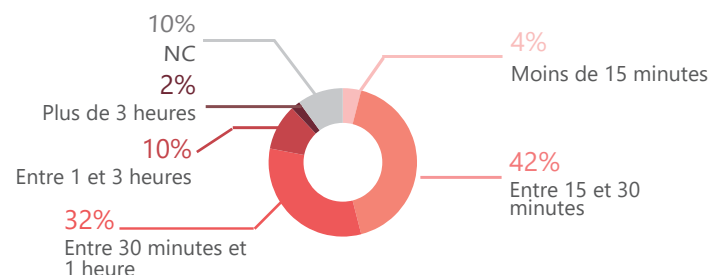
% de localités évaluées où un mouvement récent de la population¹ a eu un fort impact sur les ressources alimentaires, **par ZS** : (109 localités concernées)



Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)

Produits trop chers	57%
Marché trop éloigné	15%
NC	14%

Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :

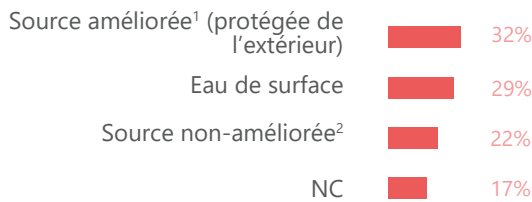


Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)

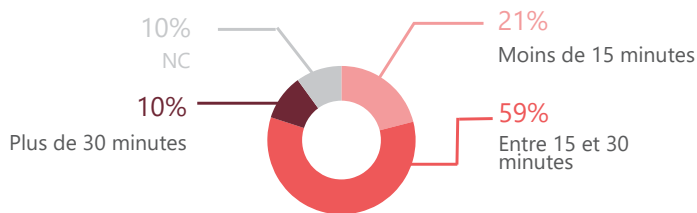
Agriculture	100%
Petit commerce	80%
Travail journalier	45%

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

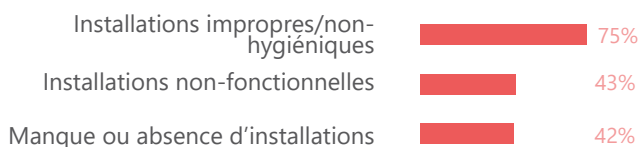
Principale source d'eau utilisée par la population pour boire, en % des localités évaluées :



Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées :



Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)

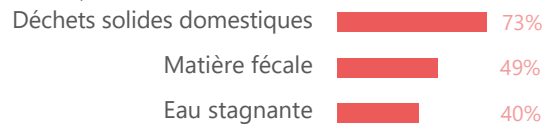


Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées^{3,4} :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Nombre insuffisant de points d'eau	51%	9%	3%
Manque de récipients	5%	25%	22%
Qualité de l'eau / eau non-potable	9%	14%	17%
Points d'eau non-fonctionnels	5%	23%	5%
Point d'eau principal trop éloigné/difficile d'accès	5%	0%	0%

Selon les IC, dans **89%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques pour faire leurs besoins.

Problèmes d'assainissement observés par les IC à proximité des ménages, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



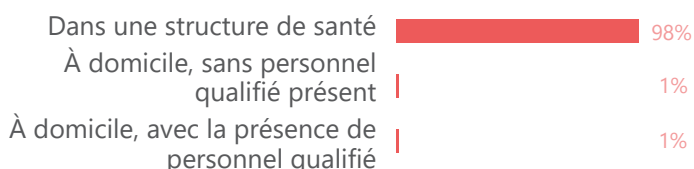
Majorité de la population ne disposant pas de savon et/ou de système fonctionnel de lavage des mains, en % de localités évaluées, par ZS :



Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins de manière indiscriminée dans **94%** des localités évaluées. En revanche, dans **16%** des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. La majorité de la population ne disposait pas de moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, dans **43%** des localités évaluées.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes ont accouché, en % de localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments, etc.)	48%	24%	4%
Manque de médicaments disponibles	23%	52%	7%
Qualité insuffisante des soins fournis	2%	2%	34%
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	3%	13%
Structures de santé trop éloignées	10%	0%	2%
Manque de personnel qualifié	2%	3%	6%
NC	15%	14%	25%

¹ Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échope/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

² Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

³ Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

⁴ Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

⁵ Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.



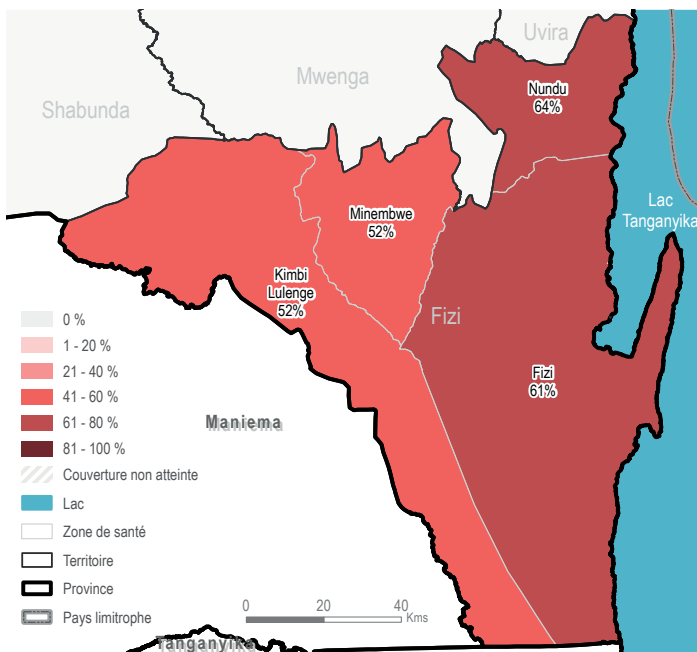
Protection



Dans **33%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

Dans **37%** des localités évaluées, il y a eu au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués. Ces incidents correspondaient respectivement à de la criminalité et à des affrontements armés dans **51%** et **38%** des cas. Dans **58%** des localités évaluées, il était également rapporté au moins un incident dans lequel une ou plusieurs habitations ont été pillées, incendiées ou détruites.

% de localités évaluées où au moins un incident dans lequel une ou plusieurs habitations ont été pillées, incendiées ou détruites a été rapportée, par ZS :



Selon les IC, la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement dans **19%** des localités évaluées. Pour **96%** de ces 23 localités, la crainte pour la sécurité était rapportée par les IC comme raison limitant les mouvements de la majorité de la population. Aussi, les IC ont rapporté la présence de restes d'explosifs de guerre dans **16%** des localités évaluées.

La présence de mineurs non-accompagnés a été signalée dans **100%** des localités évaluées. Dans **85%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique.



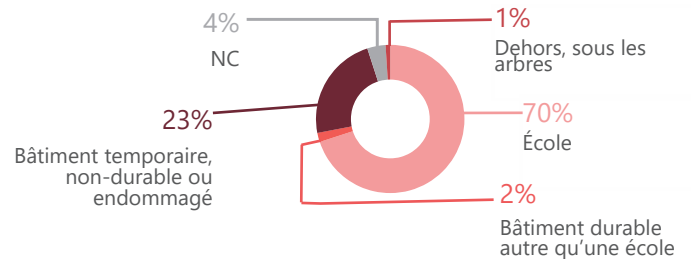
Dans **19%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc.) de gestion de plaintes et/ou de médiation auquel se référer.



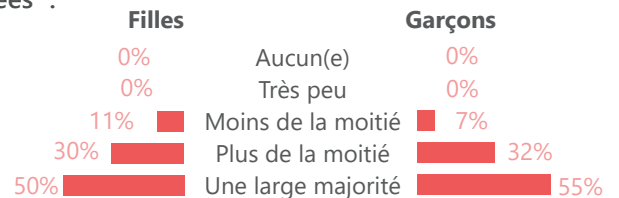
Éducation

Dans **98%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants.

Principal type de lieu utilisé pour l'éducation de la majorité des enfants (6-11 ans) ayant accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées : (120 localités concernées)

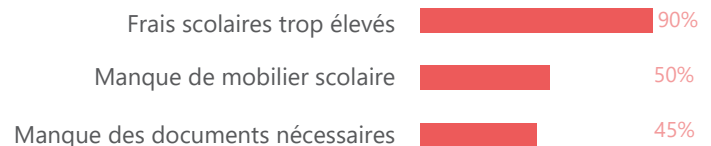


Proportion¹ des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées² :

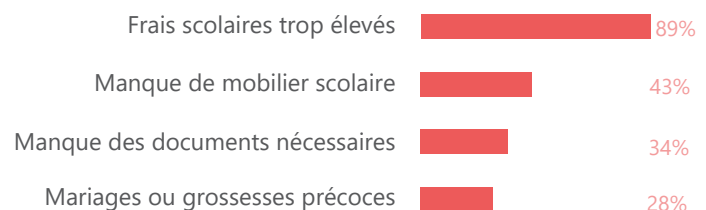


Dans **91%** des localités évaluées, une école secondaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des adolescentes. Lorsque l'école secondaire n'était pas accessible (10 localités concernées), la raison principale la plus souvent évoquée était le fait qu'il n'y avait jamais eu d'école secondaire fonctionnelle aux alentours (**50%**), suivie de l'endommagement de la structure scolaire par des inondations ou des incendies (**10%**).

Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des garçons en âge d'être scolarisés, en % de localités évaluées :



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles en âge d'être scolarisées, en % de localités évaluées :



¹ Très peu : moins de 25%.

Un peu moins de la moitié : Entre 25% et 49%.

Un peu plus de la moitié : Entre 51% et 75%.

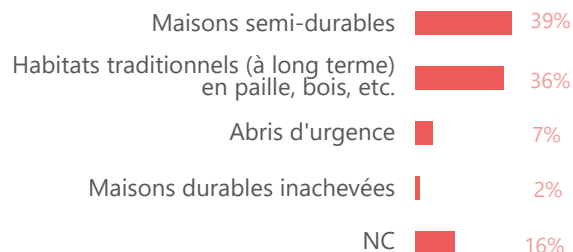
Une large majorité : Entre 75% et 99%.

² Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

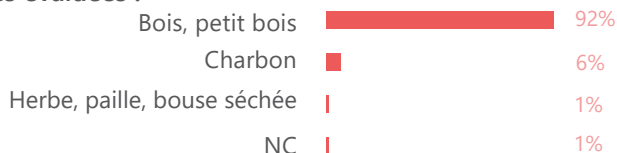
Abris

Dans **89%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone/hôte ne disposait pas de support de couchage et de couvertures. Cette proportion montait à **97%** pour les personnes déplacées (PDI et/ou retournées).

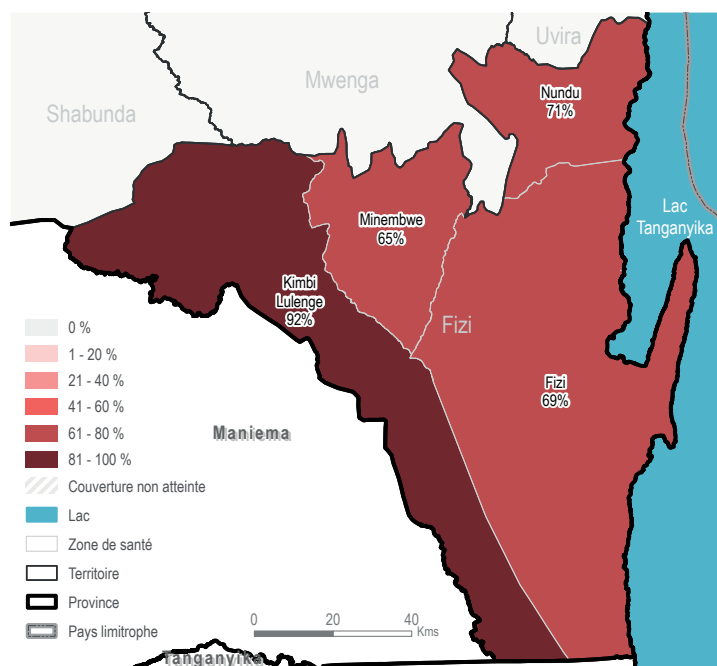
Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone/hôte, en % de localités évaluées :



Principal type de combustible utilisé pour cuisiner et se chauffer par la majorité de la population, en % de localités évaluées :

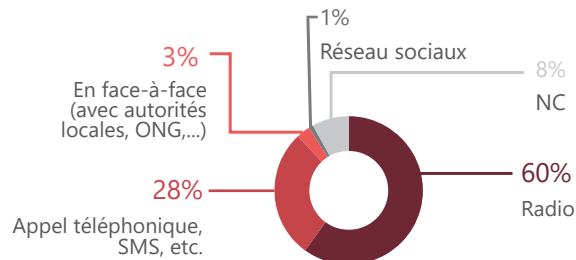


% des localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 mois précédant la collecte de données, par ZS :

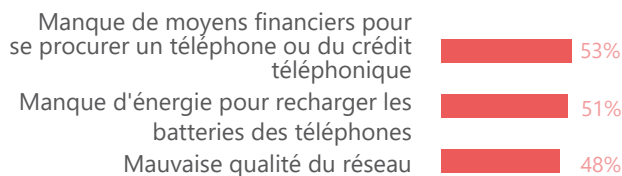


Redevabilité et communication

Moyen préféré pour recevoir des informations selon les IC, en % de localités évaluées :



Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



Dans **28%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **72%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Dans **20%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 mois précédant la collecte de données. Parmi les 25 localités concernées, l'aide n'a pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**76%**) et était jugée insuffisante en quantité (**64%**), en qualité (**4%**) ou les deux (**8%**) par les IC.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance¹, en % de localités évaluées :

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	69%	5%	3%
Soins médicaux	7%	15%	18%
Eau	7%	22%	9%
Semences et/ou outils aratoires	3%	9%	8%
Education des enfants	2%	5%	5%
NC	11%	39%	51%

¹ Les IC indiquaient successivement les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.

Aperçu des données secondaires entre janvier et octobre 2023

Déplacements

Un mouvement important de la population a été rapporté dans presque toutes les localités évaluées du territoire de Fizi lors de cette évaluation. Des mouvements de population s'observaient déjà sur ce territoire au mois de mars 2023 tels que rapportés par OCHA dans un rapport publié sur [la situation des personnes déplacées internes et retournées au Sud-Kivu et Maniema](#). Ces mouvements de population étaient largement provoqués par des affrontements armés, des conflits inter-communautaires et des catastrophes naturels. [La matrice de suivi de mouvement DTM](#) du mois d'octobre 2023 montrait une diminution de nombre des PDI dans le territoire de Fizi par rapport au mois de mars 2023.

Sécurité alimentaire

Classé parmi les territoires à [forte situation d'insécurité alimentaire](#) par l'IPC de mai 2023, le territoire de Fizi accueillait des PDI dans la majorité des localités évaluées et leur présence a eu un impact considérable sur le niveau de la faim tel que rapporté dans 44% des localités concernées, rendant ainsi la situation alimentaire précaire pour la majorité de la population.

EHA

L'eau de surface était parmi les principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population des localités évaluées. Avec l'afflux de nouveaux déplacés dans le territoire de Fizi, un besoin critique en eau a été mentionné par OCHA lors d'une [mission d'évaluation effectuée entre le 9 et 13 septembre 2023](#).

Abris

Entre septembre et octobre, période correspondante à cette évaluation, la ZS de Fizi a enregistré deux incendies affectant notamment des sites spontanés où vivent des PDI, rapportés par les alertes [4893](#) et [4925](#) d'OCHA. Plusieurs abris (plus de 1500) ont été détruits. De nombreux ménages vulnérables sont retrouvés sans habitation. Face à ce manque d'abris, une intensification de la réponse par les acteurs humanitaires est attendue pour protéger les ménages vulnérables contre les éventuels cas des VBG, différentes maladies notamment diarrhéiques, etc.

Protection

Selon [l'aperçu de la situation humanitaire](#), publié par OCHA en juin 2023 une baisse des cas de VBG dans la province du Sud-Kivu par rapport à la même période de l'année 2022 a été rapportée.

Education

[Le Cluster Education](#) rapportait la province du Sud-Kivu parmi les provinces les plus touchées à l'échelle nationale par des incidents contre les écoles au premier trimestre 2023. Ces incidents étaient causés par les attaques de groupes armés et des catastrophes naturelles.

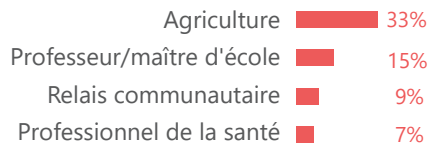
L'évaluation d'octobre met en évidence l'utilisation de bâtiments temporaires, non durables ou endommagés comme lieu pour l'éducation primaire, ce qui montrerait un besoin en construction de salles de classe comme cela était déjà rapporté dans le rapport publié par le Cluster Education sur les incidents contre les écoles au premier trimestre 2023.

Santé

Faisant partie des besoins de base, et avec l'afflux de nouvelles personnes déplacées dans le territoire de Fizi depuis mi-septembre, l'urgence pour une réponse en santé notamment, auprès des PDI, a été rapportée lors d'un [rapport de situation](#) publié en octobre par OCHA. Il a été rapporté par les IC en octobre que la majorité de la population n'avaient pas d'accès aux structures de soins en moins d'une heure de marche dans 16% des localités évaluées.

Profils des IC enquêtés.es

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)



327 IC



89% Hommes
11% Femmes

Le statut de déplacement des IC est :



Méthodologie

Le projet de Suivi de la situation humanitaire mis en oeuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de références](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers d'entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce document pour chaque indicateur portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants : Cartes : données rapportées par ZS ; Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire). À l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés

Publications HSM

Tanganyika, Avril 2023
Sud-Kivu, Avril 2023
Nord-Kivu, Avril 2023
Tanganyika, Mars 2023
Tanganyika, Février 2023
Ituri, Février 2023
Nord-Kivu, Février 2023
Tanganyika, Janvier 2023
Sud-Kivu, Janvier 2023

[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)
[Fiche d'information](#)

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).